



## ÉCONOMIE

# Apprentissage : le retard français

Malgré les déclarations de bonnes intentions, l'apprentissage peine à décoller en France. Le millefeuille administratif effraie les entreprises, notamment les PME. Emmanuel Macron souhaite le rendre plus adapté à leurs besoins.

par Emmanuelle Souffi

**C**'est un véritable SOS que cette enseignante de Rhône-Alpes a lancé sur Facebook. Ses huit élèves apprentis bouchers, pâtisseries, serveurs ou vendeurs sont en rade. Pour la rentrée prochaine, ils n'ont trouvé aucun employeur pour les accueillir. Et ça n'est pourtant pas faute d'avoir cherché. Partagé près de 5400 fois, son message témoigne des paradoxes qui règnent autour de ce dispositif que tous les politiques brandissent comme l'arme anti-chômage. Paradoxe car il mène à l'emploi mais bénéficie avant tout aux plus favorisés, ceux qui font des études longues et qui ont déjà toutes les cartes en main. Durant la campagne, Emmanuel Macron avait promis de rendre le système plus lisible et de revoir son pilotage. Ce sera chose faite au printemps 2018, avec la présentation d'un projet de loi. En ligne de mire : une fusion des contrats d'apprentissage et de professionnalisation, la création d'un guichet unique pour faciliter les démarches et une refonte du financement. A la barre, le ministère du Travail et notamment le conseiller →

**Paradoxe : il mène à l'emploi, mais bénéficie avant tout aux plus favorisés**



**Avenir** Une arme anti-chômage ? Au printemps 2018, un projet de loi devrait refondre un dispositif inadapté.

P. VOISIN/AFP



## ÉCONOMIE

—> formation et apprentissage Stéphane Lardy, qui connaît parfaitement le sujet pour l'avoir négocié quand il était chez FO.

Il y a urgence. La barre des 500 000 apprentis brandie comme un totem par Nicolas Sarkozy et François Hollande n'est toujours pas atteinte. La mise en place en 2012 d'un quota de 5 % d'apprentis dans les sociétés de plus de 250 salariés sous peine de payer une contribution n'a pas réveillé les entreprises.

Les carnets de commandes en berne et le manque de perspectives rendent frileux.

« On ne peut pas multiplier le nombre d'apprentis en France si l'activité économique

n'est pas au rendez-vous », rappelle Patrick Maigret, président de la Fédération nationale des associations régionales des directeurs de centres de formation d'apprentis (Fnadir).

Après deux *anni horribiles*, les entrées ont grimpé de 1,3 % en 2015, soit 283 500 nouveaux contrats signés. En partie grâce à la prime de 4 400 euros versée aux TPE de moins de 11 salariés qui recrutent leur premier apprenti. Ce coup de pouce a engendré entre 7 000 et 11 000 embauches supplé-

mentaires, selon le ministère du Travail. Reste que le système vit sous perfusion. Entre les exonérations de charges totales ou partielles, les crédits d'impôt et les primes de pouvoir d'achat versées aux jeunes, le montant des aides publiques atteint 2,5 milliards d'euros, selon l'Institut Montaigne. Or l'apprentissage reste plombé par une image dévalorisée. C'est sa principale faiblesse. « L'apprenti en France, c'est le bouclanger. En Alle-

**“Certains assimilent encore l'apprentissage au redoublement !”**

magne, c'est le technico-commercial », raille Bertrand Martinot, ancien délégué général à l'Emploi et à la Formation professionnelle et auteur du rapport pour l'Institut Montaigne.

Tous les apprentis ne souffrent pas de cette mise au ban. Ces dernières années, les formations supérieures post-bac ont eu tendance à cannibaliser les niveaux inférieurs. « Les entreprises se disent qu'avec un jeune plus diplômé elles gagneront en productivité et en rentabilité », analyse Francis Enguélé, directeur de l'Association nationale des apprentis de France (Anaf). A l'Essec ou à Polytech, l'apprenti n'est pas perçu comme un élève de second rang qui aurait échoué. Financées, ses

études le mènent plus facilement à l'emploi. Mais avant le bac, ceux qui cumulent difficultés sociales et scolaires atterrissent généralement dans des filières imposées, là où il y a de la place à combler. « L'Education nationale se sert des centres de formation d'apprentis (CFA) comme d'un déversoir : les meilleurs vont en bac général, les moins bons en lycée pro, et les très mauvais en apprentissage, déplore le président de la Fnadir. Or ça n'est pas une réponse à l'échec scolaire. » En Suisse ou en Allemagne, quel que soit le niveau, l'apprentissage est presque un passage obligé pour s'insérer. Chez nous, il incarne le « faute de mieux ». « L'apprentissage au service des paumés ! Ça fait deux ans qu'on le dit à la ministre de l'Education nationale : sur le dispositif d'inscription en lycée Af-felnet, certaines académies assimilent encore l'apprentissage au redoublement ! Or c'est un puissant levier de compétitivité pour nos entreprises et de sécurisation des parcours pour chacun », avance Florence Poivey, présidente de la commission éducation, formation et insertion du Medef.

Vécue comme une punition, l'orientation peut même être contre-productive. Pas motivé, le jeune jette l'éponge. C'est l'un des autres maux de l'apprentissage : le taux de rupture. Un quart des contrats ne vont pas à leur terme. Dans l'hôtellerie et la restauration, le taux grimpe à 40 %. Les causes sont multiples. Manque d'accompagnement des jeunes, de formation des maîtres d'apprentissage... « L'apprenti passe de 50 % à 75 % de son temps en entreprise en plus de ses études. Le rythme demandé est plus soutenu que dans les formations classiques. Pour les plus en difficultés, c'est délicat à gérer », observe Jocelyne Ribière, responsable patrimoine à la fondation des Apprentis d'Auteuil. Dans le Grand Est, Aurélien Meignant en voit passer, de ces mineurs qui ne savent pas toujours pourquoi ils sont là. Avec huit éducateurs, ce membre de la fondation en accompagne 180 pour leur éviter de claquer la porte. « Certains maîtres d'apprentissage pratiquent un



**Décrochage** L'apprenti passe plus de la moitié de son temps en entreprise, en plus de ses études : un rythme difficile à tenir pour les plus fragiles.

K. TRIBOUILLARD/AFP



management autoritaire qui ne fonctionne pas avec des jeunes qui se braquent aussitôt, remarque le responsable du service formation-insertion. Il faut briser la glace. » Du cousu main en fonction de chacun. Mais que l'Etat prend trop peu en charge. En les suivant pas à pas, la fondation a fait tomber les ruptures à 4 % dans la région.

L'apprentissage pâtit aussi d'une organisation kafkaïenne. Les CFA gérés par les CCI, les chambres d'agriculture, parfois par l'Education nationale ou l'Agriculture côtoient les lycées pro placés sous la houlette du ministère de l'Education nationale. Un même diplôme peut être préparé dans deux endroits, avec deux voies possibles : classique ou en alternance. C'est une gageure de s'y retrouver. D'autant que les enseignants, peu partisans de la professionnalisation, ne les aident pas franchement. « Ce sont deux mondes qui ne se parlent pas », regrette le directeur de l'Anaf.

**CHIFFRES CLEFS**

**402 900**  
apprentis  
en France  
à la fin de 2015

**52 %**  
des jeunes  
de 15 à 24 ans  
en apprentissage  
(contre 16 %  
en Allemagne)

**25 %**  
de contrats  
rompus  
avant leur terme

Source : Institut Montaigne, Dares

Régions, entreprises et Etat n'ont pas les mêmes attentes, ni la même réactivité. « Quand on dirige un CFA et qu'on veut monter un cursus, il faut s'y prendre 16 mois à l'avance. Or une entreprise ne sait pas si dans 5 mois elle va embaucher », souligne Valéry Auchère, responsable adjoint de la formation continue aux Apprentis d'Auteuil. Florence Poivey, également présidente de la Fédération de la plasturgie, se souvient de cette formation digitale qu'elle souhaitait ouvrir dans un CFA et le refus cinglant de la Région alors que budgets, entreprises et candidats étaient réunis. « Les pays où l'apprentissage fonctionne ont mis l'entreprise au cœur du système », plaide-t-elle.

Emmanuel Macron l'iconoclaste ira-t-il jusque-là ? Dans ses ouvrages, son ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, plaideait pour une décentralisation des lycées professionnels. Une proposition qui avait été émise par... François Fillon. ■